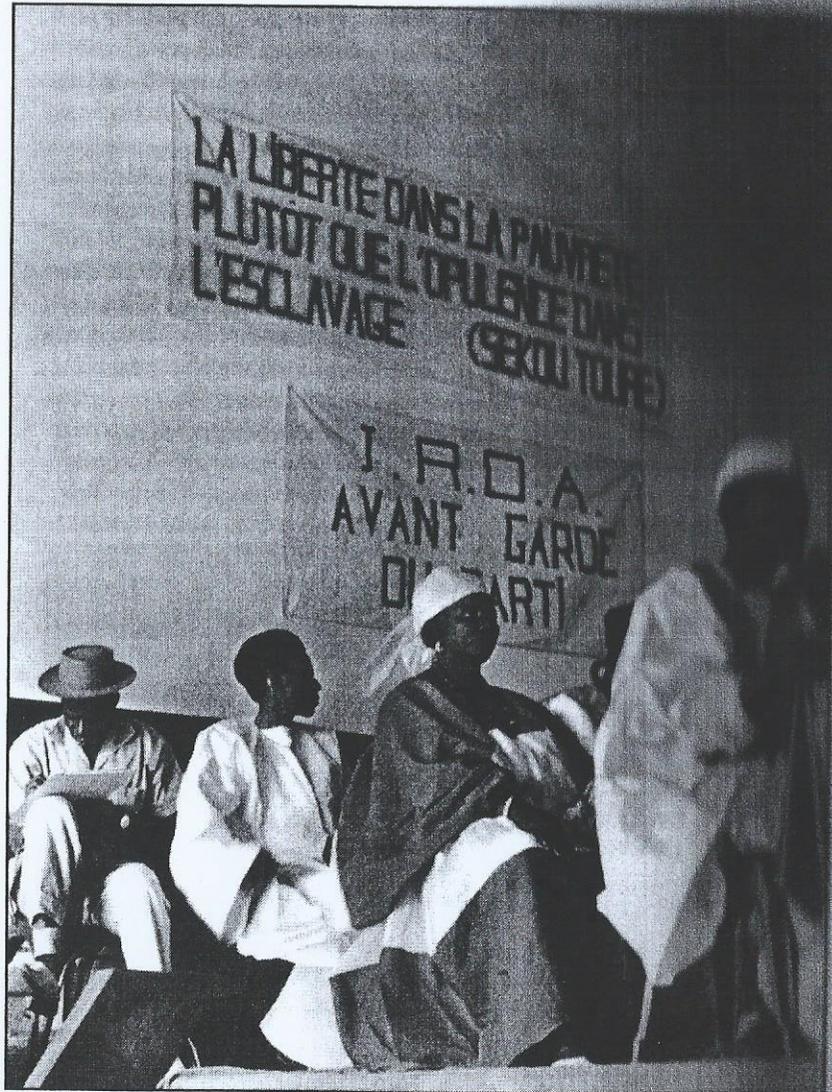


Expériences socialistes en Afrique 1960-1990
sous la direction de Francis Arzalier - Le Temps des crises
2010



Henri Alleg

Le socialisme et la domination coloniale au XX^e siècle

Interview réalisée le 5 mars 2009,
par Jean-Louis Glory et Francis Arzalier

Question : *Ne serait-il pas utile d'essayer de situer d'abord le problème dont nous allons parler en évoquant, même si ce n'est que très rapidement, ce que fut, au cours du temps, la position – ou mieux vaudrait dire ce que furent « les positions » car les évolutions furent nombreuses – des hommes de progrès et des révolutionnaires face à la question coloniale ?*

Henri Alleg : Effectivement, il n'est pas inutile de rappeler les extraordinaires changements enregistrés dans la réflexion des militants et penseurs opposés à la domination coloniale depuis l'époque où elle régnait sans partage sur des continents entiers jusqu'à celle, plus proche, où les peuples opprimés ont pu commencer à se faire entendre. Certes, aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, aussi bien au temps des conquêtes espagnoles, portugaises, anglaises, françaises et autres que, plus tard, lorsque au XIX^e, les puissances européennes découpèrent l'Afrique à leur profit, des voix généreuses s'étaient indignées de la barbarie de ces conquêtes et de la mise en esclavage de peuples entiers. Ces appels lancés, au nom du respect des préceptes chrétiens ou des Droits de l'homme n'avaient pourtant pas modifié en quoi que ce soit le comportement des colonialistes et le sort des colonisés.

C'était évidemment une tout autre conception qu'allaient défendre les révolutionnaires qui devaient se rassembler autour des idées

de Marx et Engels. Ceux-là étaient parfaitement conscients que la mise en tutelle des peuples coloniaux était le fait des bourgeoisies étrangères qui les avaient soumis par la force et que l'oppression et l'exploitation dont ils étaient victimes ne pourraient cesser qu'avec la fin de cette tyrannie. Mais, dans les conditions de l'époque – notamment en considération de la faiblesse ou même encore de l'inexistence de forces anticolonialistes organisées dans les pays colonisés – ils ne voyaient possible cette libération qu'à la suite, et comme une conséquence, de la victoire des mouvements révolutionnaires dans les métropoles. Dans une lettre écrite à Kautsky en septembre 1882 Engels exprime ainsi l'idée que la révolution, une fois victorieuse en Europe, des pays comme l'Inde, l'Algérie et les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles devront « être confiées provisoirement au prolétariat [des anciennes nations coloniales. H. A.] qui les conduira le plus vite possible à l'indépendance ».

Cette conception « européo-centriste » de la révolution mondiale, qui ne prenait aucunement en compte l'action propre que les peuples sous le joug colonial pourraient exercer un jour dans la lutte générale contre le capitalisme, marquera longtemps le mouvement ouvrier même lorsque les conditions sociopolitiques se seront profondément modifiées. Trente années plus tard pourtant la situation était déjà très différente et l'importance immense de la lutte des peuples coloniaux dans le combat pour la libération du monde ne pouvait plus échapper aux combattants révolutionnaires et en particulier à Lénine. Permettez-moi une citation pour illustrer cette remarque : « La révolution socialiste, écrit-il, ne sera pas seulement ni principalement une lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre sa bourgeoisie. Non, ce sera la lutte de toutes les colonies et de tous les pays dépendants contre l'impérialisme international. »

S'appuyant sur l'exemple donné par la victoire des forces révolutionnaires en Russie après la Première Guerre mondiale qui avait entraîné la libération des peuples de l'empire colonial tsariste, une autre idée essentielle complétait l'observation. Selon elle, la conquête de l'indépendance par les peuples colonisés ne serait possible qu'après le renversement du pouvoir de la bourgeoisie par les pro-

étaires des métropoles. L'histoire a infirmé cette thèse qui a pourtant joué un rôle politique important dans le combat anticolonialiste car elle mettait en relief la communauté d'intérêts des travailleurs exploités des pays avancés et des peuples coloniaux et, en conséquence, la nécessité objective de leur alliance.

Question : Comment expliquer cette aspiration à créer une société socialiste que l'on notait si fréquemment parmi les militants des indépendances coloniales dans les années d'après-guerre ?

H. A. : Je pense qu'il ne faut pas manquer de noter, avant de parler d'aspiration à une société socialiste, que c'était au rejet de la société coloniale et de tout ce que celle-ci représentait, qu'aspiraient les colonisés. La misère et l'ignorance, l'oppression et l'injustice faites lois, l'exploitation des plus pauvres, la domination d'une minorité qui s'était emparée des richesses du pays et notamment des meilleures terres, c'est de tous ces maux que la nouvelle indépendance devait en premier lieu les libérer. Briser les chaînes portées si longtemps c'était là l'essentiel et, à l'exception d'une minorité politisée, on ne pensait souvent à l'avenir qu'en termes généraux, sans encore avoir donné de nom au système que l'on souhaitait voir naître. En tout cas, il faudrait que celui-ci constitue une rupture définitive avec le règne colonial. On sentait, exprimée chez beaucoup de façon populaire, que ceux qui s'étaient battus pour en finir avec la domination des exploités étrangers avaient conscience que leur victoire pouvait leur être arrachée par certains Algériens plus intéressés à développer leurs propres intérêts et ceux de leur caste qu'à travailler au bien commun. Au cours de mon long enfermement dans les prisons coloniales, j'ai entendu, souvent répétée, une formule qui avait fait fortune auprès de militants algériens, de travailleurs déjà politisés et dont la conscience de classe se manifestait dans certaines observations : « On ne va pas, aimaient-ils dire, se libérer des Borgeaud français pour mettre des Borgeaud algériens à leur place ». Henri Borgeaud, était encore, en 1954, à la veille de l'insurrection un des plus riches seigneurs de la vigne régnant aussi sur quantité de domaines agricoles, d'entreprises industrielles du textile au tabac et au ciment, le prin-

principal actionnaire également de quotidiens colonialistes, l'administrateur de grandes banques, dont celles du « Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ». Sénateur d'Alger, il traitait quasiment d'égal à égal aussi bien avec le président du Conseil français qu'avec le gouverneur général de l'Algérie. Pour les Algériens, son nom était donc tout naturellement devenu le symbole même de la toute-puissance économique et politique du colonialisme et de sa malfaisance. Lorsque, peu après l'indépendance, vint le temps où commencèrent à apparaître et à grandir les entreprises et fortunes privées algériennes, ce nom et le slogan qu'il avait suscité disparurent du langage courant comme si l'anathème risquait d'être un jour jeté à la face de cette minorité d'Algériens qui, dans le nouveau cours des choses, pourraient vouloir demain se hisser au niveau de richesse et de toute puissance des exploités d'hier.

Pourtant, il semblait aller de soi pour ceux qui s'étaient battus pour l'indépendance que la société nouvelle qui allait naître sur les ruines du colonialisme devrait rompre définitivement avec un ordre des choses qui avait fait le malheur de millions d'hommes de par le monde, multipliant et aggravant encore dans les pays coloniaux tous les maux dont il était porteur. Tourner le dos à ce système exécrationnel, le capitalisme, c'était vouloir s'engager sur une autre voie, qui permettrait d'en finir avec les injustices, les inégalités, la misère, l'ignorance et le sous-développement et de bâtir une autre société que l'on apprit vite à désigner sous un nom, resté jusque-là inconnu par la plupart : le « socialisme », bientôt brandi comme un drapeau. Pour des millions d'exploités, de paysans sans terre, d'hommes et de femmes opprimés et humiliés, le mot résumait leurs profondes espérances et leur donnait consistance même si rares étaient ceux qui auraient encore pu avancer quelques idées claires sur les moyens et les chemins à utiliser pour parvenir au but, une fois le colonialisme détruit.

Mais cela n'empêcha pas qu'au lendemain de l'indépendance, l'idée du « socialisme » avait conquis les masses populaires. Il n'était pourtant pas nécessaire de « gratter » beaucoup pour se rendre compte que le mot n'avait pas la même signification pour tous.

Question : *Veux-tu dire par là que les intérêts des diverses couches sociales les amenaient déjà à voir différemment l'avenir ?*

H. A. : Il me semble que c'est évident. Ainsi, à la question de savoir ce que devaient devenir les grandes propriétés terriennes jusque-là aux mains des seigneurs de la colonisation et les entreprises industrielles appartenant aux patrons européens ayant fui le pays, les Algériens conscients de leur communauté d'intérêts et n'ayant que leur force de travail comme ressources ne répondaient pas de la même façon que d'autres, commerçants, fonctionnaires et officiers d'une armée de plus en plus « professionnelle » et présente dans tous les secteurs du pouvoir. Nombre de ceux-là ne cachaient pas leur ambition de prendre au plus tôt possession des biens et postes auxquels le régime colonial leur avait interdit d'accéder et d'élargir encore l'influence économique et politique qu'ils exerçaient déjà dans les rouages du nouvel État.

Il restait que pour ces nouvelles couches en Algérie et ailleurs, il n'était pas possible de renoncer si vite et si ouvertement au mot magique de « socialisme » qui entraînait l'adhésion de millions d'hommes et de femmes. Il convenait seulement de le débarrasser de certaines conceptions dangereuses qu'il pouvait véhiculer, en premier lieu celle de la lutte de classes dénoncée le plus souvent par les nouveaux dirigeants comme « non conforme » aux spécificités de leur pays. Léopold Senghor, par exemple, n'hésitait pas à écrire, voici plus d'une trentaine d'années que « refuser la théorie de la lutte des classes, c'était revenir des mots aux réalités négro-africaines, des nuages à la terre ferme ». Il lui aurait été difficile aujourd'hui de tenir un tel langage sans être violemment contredit par ces militants sénégalais qui, eux, justement, n'ont cessé, bien loin des « nuages », face à la voracité de la bourgeoisie, de se battre sur la « terre ferme », pour la défense des revendications populaires et dans la cruelle réalité des luttes de classe.

Habib Bourguiba, pour sa part, ne niait pas l'existence de classes, mais s'acharnait à exalter leur « harmonie », celle justement, que ferait régner le « socialisme destourien » qui supprimerait les « inconvénients » du capitalisme avec la participation de toutes les classes, « loin des désordres et des violences ».

Exprimée d'une façon ou d'une autre, on retrouvait, chez la plupart des dirigeants des pays nouvellement promus à l'indépendance qui affirmaient leur adhésion au socialisme, la même insistance sur la « spécificité » que celui-ci comportait pour eux. Ainsi, un des théoriciens de l'Union socialiste arabe, porte-parole de Nasser, expliquait au cours d'un séminaire tenu à Alger, que contrairement à la théorie marxiste, l'idéologie de l'Union socialiste arabe considérait que le rôle dirigeant dans la révolution socialiste devait appartenir « aux couches et aux fractions qui ont intérêt dans le changement et qui ne sont pas le seul prolétariat ».

Une attitude qui, en fin de compte, aboutissait à justifier la méfiance des nouvelles couches dirigeantes à l'égard des travailleurs dont la « radicalité » les effrayait et à les exclure de toute participation réelle à la direction du pays. Leur doctrine socialiste se distinguait du marxisme, soulignaient-ils, par son refus de donner à la lutte de classes et à la classe ouvrière, même peu nombreuse, le rôle essentiel que les théoriciens marxistes leur accordaient. Les mêmes se référaient souvent à des définitions « nouvelles » dont le mérite essentiel, pour ceux qui les créaient et les utilisaient, était de leur permettre de marquer leur différence avec cet « autre » socialisme, dénoncé comme d'importation étrangère et, selon eux, inadapté aux conditions locales. On préconisait donc, suivant les lieux, un « socialisme arabe », un « socialisme africain », un « socialisme indonésien », ce dernier se définissant, commentait le premier président de la République indonésienne, comme l'alliage de diverses pensées exprimées dans la Déclaration d'indépendance américaine, dans le « socialisme spirituel de l'islam, du christianisme et dans le socialisme scientifique ». En Algérie, Kaïd Ahmed, un des responsables du FLN, qui joua un rôle actif dans le coup d'État de juin 1965, homme réputé pour son ignorance crasse, son orientation réactionnaire, et son anticommunisme primaire, interrogé sur la définition qu'il donnerait du socialisme, répondait pour sa part que « c'était un état d'esprit » ! Un « état d'esprit » qui ne l'empêchait pas de profiter de sa situation pour agrandir sa fortune et ses domaines en accaparant des terres et des biens prétendument « biens vacants » au détriment des comités

de gestion collective des travailleurs agricoles et des paysans sans terre. Il n'était d'ailleurs qu'un des hauts personnages, parmi quantité d'autres, qui allaient bientôt profiter ouvertement des possibilités d'enrichissement sans frein que leur offraient leurs fonctions et la tolérance – pour ne pas dire la complicité – d'une partie de ceux qui étaient au pouvoir.

De telles pratiques ne pouvaient aboutir qu'à accélérer le discrédit qui allait frapper non seulement les dirigeants en place mais le système même, le « socialisme » qu'ils prétendaient incarner. Il est évident que la méfiance systématique à l'égard des travailleurs devenue un principe de gouvernement, la mise en tutelle de leurs organisations syndicales, la répression exercée contre les militants se revendiquant ouvertement comme marxistes et communistes ont largement contribué à accélérer la dérive antidémocratique. C'est ainsi qu'en Algérie, les responsables centraux du FLN intervenaient directement lors du 1^{er} Congrès des syndicats (UGTA) pour s'opposer à l'élection de dirigeants choisis par la base pour imposer à leur place des gens dévoués qui obéiraient sans contestation aux ordres qu'ils recevraient. Une loi très pertinente, applaudie par les éléments les plus réactionnaires de l'Algérie, devait bientôt compléter cette orientation : elle faisait obligation aux dirigeants des syndicats comme à ceux des organisations populaires d'être membres du FLN. Une adhésion qui pouvait être refusée ou volontairement ignorée par les responsables si, à leurs yeux, le profil et le passé politiques du candidat ne garantissaient pas sa totale docilité. C'était le cas de dirigeants connus du Parti communiste algérien qui, durant toute la période de la guerre avaient, dans la plus dure clandestinité ou en exil, joué un rôle exemplaire dans le combat libérateur tels Bachir Hadj Ali, Larbi Bouhali, Sadek Hadjérès, Boualem Khalfa, William Sportisse, et bien d'autres. C'était aussi celui de militants connus pour leur indépendance d'esprit, adhérents ou non du PCA. Certains à qui, dans les prisons ou dans l'action clandestine, on n'avait jamais contesté leur participation au combat guidé par le FLN, se voyaient traités de la même façon. Ce fut ce qui m'advint lorsque, de retour à Alger après la proclamation de l'indépendance et parta-

geant avec Boualem Khalfa la responsabilité de la direction d'*Algérie républicain*, alors le plus grand journal du pays, je demandai qu'on enregistrait ma présence dans l'organisation locale du FLN d'El Biar. Le secrétaire de la *daira* me reçut courtoisement mais ce fut pour m'indiquer, avec, pourtant, dans sa réponse, une gêne perceptible, que ce n'était pas possible, étant donné que j'étais et restais communiste. Quelques mois après l'indépendance, une décision gouvernementale avait d'ailleurs décrété la dissolution du PCA. Autant de mesures qui encourageaient les tendances droitières présentes dans le FLN et ouvraient déjà la voie au déferlement du sanglant torrent islamiste qui, dans les années 90, allait terroriser et endeuiller le pays pendant une décennie.

On retrouvait cette même attitude d'hostilité ou, pour le moins, de distanciation affichée à l'égard du marxisme et des communistes dans divers pays nouvellement indépendants qui n'en proclamaient pas moins leur « option socialiste ». À cet égard, l'exemple du régime nassérien, persécutant et emprisonnant les communistes égyptiens tout en célébrant les vertus du « socialisme arabe » est tout à fait éloquent.

Question : On note pourtant, aussi bien en Algérie qu'en Égypte, au Ghana, en Indonésie et ailleurs, qu'un certain nombre de mesures positives décidées par le pouvoir en place était salué par des hommes et des groupes réellement partisans d'un avenir socialiste. Dans le même temps, ils ne ménageaient pas les critiques qui leur semblaient nécessaires à l'égard de ceux qui dirigeaient le pays. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

H. A. : Est-ce vraiment une contradiction ? Les diverses couches sociales unies dans la lutte contre le colonialisme continuaient, après la proclamation de l'indépendance, à défendre ensemble certains intérêts communs (comme par exemple le contrôle et la reconquête des richesses nationales – gaz et pétrole en premier lieu – menacées de rester dans des mains étrangères). Mais, en même temps, au sein de cette union dont le FLN était l'expression politique, s'affirmaient des contradictions qui, loin de s'estomper, ne faisaient que s'accen-

tuer sous la pression de certaines couches sociales aspirant à s'ériger en futurs maîtres du pays. Ce n'était pas là un phénomène ignoré de nombre de militants sincèrement acquis à la cause du socialisme. Leur inquiétude s'était exprimée dans un texte programmatique baptisé « Charte d'Alger » adopté au congrès du FLN d'avril 1965. Il attirait l'attention sur le danger que constituait « la poussée instinctive, antisocialiste, de la bourgeoisie bureaucratique qui se forme dans les appareils de l'État et de l'économie ». C'est à travers elle, disait ce texte, que « peuvent se transmettre aussi bien l'influence de l'impérialisme que celle des couches bourgeoises nationales visant à contrecarrer la politique socialiste et à la faire dévier... »

Mais cette reconnaissance du danger réel que constituaient les ambitions de cette nouvelle couche sociale n'appela aucune mesure pratique pour s'en prémunir et le combattre. Le nouveau pouvoir, par contre, s'occupait activement de réduire les possibilités d'expression et d'action indépendantes des travailleurs et de leurs organisations. Une orientation que l'on retrouvait dans d'autres pays, parvenus à l'indépendance sous la direction de dirigeants nationalistes, affirmant, eux aussi, leur « choix socialiste » et décidant de mesures positives, d'essence anti-impérialiste, approuvées par la majorité de la population. Dans le même temps, on pouvait noter, bien que pas toujours clairement exprimée, une même méfiance à l'égard de la classe ouvrière locale, le plus souvent encore numériquement faible, et la même mise en garde sur le rôle prétendument négatif qu'elle pouvait jouer. Des idées que Frantz Fanon, pourtant prestigieux militant anticolonialiste développera plus tard sous forme théorique et auxquelles il donnera une résonance universelle.

Je ne veux pas abuser de citations. Permettez-moi cependant celle-ci, très courte, que j'ai sous les yeux et qui me paraît particulièrement éclairante de sa pensée : « Dans les territoires coloniaux, écrit-il, le prolétariat est le noyau du peuple le plus choyé par le régime colonial. Il représente, en effet, la fraction du peuple colonisé nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale. Conducteurs de tramways, de taxis, dockers, interprètes, infirmiers etc., constituent la fraction bourgeoise des peuples colonisés ».

Cette confusion à propos du rôle de la classe ouvrière, finalement désignée comme une « fraction bourgeoise du peuple colonisé », alliée et complice de l'exploitation coloniale, le conduit à proclamer bien rapidement que la seule couche sociale révolutionnaire est la paysannerie et que c'est elle, alliée aux « intellectuels honnêtes » qui, dans les pays libérés du colonialisme, serait appelée à guider et régénérer la société.

Question : *Quel rôle ont joué l'URSS et ses alliés dans cette aspiration au socialisme des peuples acquérant leur indépendance ?*

H. A. : Il est clair qu'un des éléments fondamentaux de cette aspiration au socialisme était l'extraordinaire prestige gagné par l'Union soviétique surtout pendant ses années de guerre contre l'Allemagne nazie et durant celles où les peuples dominés, affrontant, souvent les armes à la main, les puissances coloniales avaient reçu son appui et pu mesurer combien son aide, à la fois politique et pratique, leur était précieuse.

L'admiration portée à l'URSS, à son armée et à son peuple victorieux devait naturellement, au lendemain des guerres d'indépendance, susciter le questionnement sur son régime, la théorie sur laquelle celui-ci s'appuyait qui lui avait permis, en un laps de temps très court, d'aboutir à d'extraordinaires résultats, compte tenu aussi du sous-développement particulièrement arriéré qui caractérisait l'empire tsariste. La réponse paraissait évidente : c'était le système adopté au lendemain de la révolution de 1917 qui avait permis ce bond fantastique. Et c'était évidemment de ce modèle, le « socialisme », qu'il fallait s'inspirer en l'« adaptant » aux réalités du pays où il devrait s'appliquer. Une idée accueillie avec d'autant plus de faveur que l'Union soviétique, après les luttes anticolonialistes victorieuses menées avec son aide politique et matérielle de première grandeur, continuait d'apparaître, dans la nouvelle étape qui s'ouvrait pour les pays nouvellement indépendants comme une alliée sûre et efficace. La construction par les Soviétiques, au bénéfice de l'Égypte, du fantastique barrage d'Assouan, projet abandonné par les États-Uniens malgré leurs engagements formels et la création qui en découlait

– grâce à l'énergie électrique fournie en abondance par le barrage – de centaines de nouvelles entreprises industrielles, l'irrigation de dizaines de milliers d'hectares de terres arrachés au désert, témoignaient au yeux de tous les peuples du tiers-monde, des bénéfices qu'ils pouvaient tirer de cette alliance qui, en partie, les libérait des chantages exercés contre eux par les monopoles impérialistes et les anciens maîtres colonialistes. Ceux-ci, en effet, n'abandonnaient qu'avec réticence leurs précédentes prérogatives. C'est cette conclusion que tiraient aussi les Algériens après la signature, avec l'URSS, d'accords permettant l'achèvement du complexe métallurgique d'Annaba que le « Plan de Constantine » gaulliste avait prévu d'édifier et que la France abandonna une fois l'indépendance algérienne proclamée.

Question : *Et comment, du côté soviétique et des pays socialistes, appréciait-on cette attitude ?*

H. A. : Les dirigeants de l'URSS et leurs alliés observaient avec satisfaction le développement de cette orientation positive du tiers-monde, élément fondamental d'une alliance mondiale de toutes les forces de progrès. En conséquence de quoi et compte tenu de leurs propres difficultés face aux constantes menaces que faisaient peser sur eux la politique agressive de l'impérialisme et de son chef de file étatsunien, ils apportaient toute l'aide qu'il leur était possible (économique, politique, diplomatique et éventuellement militaire) aux pays qui la sollicitaient, même s'ils désapprouvaient certains aspects essentiels de leur politique intérieure et notamment leurs « définitions » de ces socialismes « spécifiques » qu'ils prétendaient promouvoir. Ils se gardaient cependant – avec d'extraordinaires précautions – d'en faire état publiquement de crainte de détériorer leurs rapports avec les dirigeants de ces pays. Quelles que soient les erreurs théoriques que ceux-ci pouvaient commettre et, du fait même de la formidable influence qu'exerçaient dans le monde les forces et les idées marxistes, on aboutirait inévitablement, prédisaient les théoriciens soviétiques, au regroupement nécessaire des véritables révolutionnaires et, avec eux, à la conception d'un socialisme authentique. L'exemple de Cuba

n'en était-il pas la preuve ? À partir de ces extrapolations dont l'histoire montrera le côté illusoire, les dirigeants soviétiques se montraient très réticents à accepter les observations critiques de militants communistes locaux à l'égard de conclusions qu'ils jugeaient à la fois trop rapides et trop optimistes. Pour les Soviétiques, il était de bonne politique de ne pas ouvrir la moindre polémique avec des responsables nationalistes comme Nasser, alors même que ceux-ci, tout en affirmant hautement leur adhésion au socialisme, ne se gênaient nullement pour jeter les communistes en prison.

Question : On constate aujourd'hui, dans beaucoup de pays d'Afrique, une sorte de nostalgie populaire à l'égard des régimes dits socialistes du passé. Pour quelle raison ?

H. A. : Après l'effondrement de l'URSS, ou de la RDA, on parlait aussi de « nostalgie » populaire à l'égard du régime disparu. Un état d'esprit que journalistes et observateurs politiques de l'Ouest, qui n'en avaient jamais parlé auparavant qu'en termes négatifs ne s'expliquaient pas. Comment pouvait-on être nostalgique d'un passé qui selon ce qu'ils n'avaient cessé de dire avait été synonyme d'enfer ? Un enfer dont ces peuples s'étaient, disaient-ils encore, libérés dans l'enthousiasme ! Il leur aurait fallu, pour comprendre cette « nostalgie », reconnaître qu'ils avaient beaucoup menti précédemment dans la description qu'ils faisaient de la vie sous le socialisme. L'enfer, pour ceux qui le subissaient, n'était donc pas si infernal puisque l'on pouvait le regretter et il avait même de bons côtés que le paradis capitaliste ne pouvait leur offrir. Voilà ce que signifiait cette incompréhensible « nostalgie ».

La conquête de l'indépendance, malgré les flamboyantes promesses des nouveaux dirigeants des pays libérés, n'avait pas répondu aux espérances et aux immenses ambitions de développement de leurs peuples et encore moins amené l'établissement de régimes socialistes. Elle avait pourtant signifié d'immenses pas en avant, impensables dans le système colonial. En Algérie et dans de nombreux pays d'Afrique ont été construites des centaines de nouvelles écoles,

de lycées. Des universités offrent le savoir à des dizaines de milliers d'étudiants alors que leurs effectifs, par pays, dépassaient rarement les quelques centaines à l'époque coloniale. Même si le bilan de ces premières années d'indépendance était très loin d'être satisfaisant, dans ce domaine comme dans celui de la santé, du logement, des salaires du travail pour tous, de la construction d'une véritable infrastructure, il est resté dans les mémoires que ce fut l'époque d'un véritable élan collectif, pour faire avancer le pays vers l'avenir, vers l'établissement d'un système de progrès, de justice, de démocratie, d'égalité entre tous et toutes, en bref de « socialisme » puisque, pour des millions, le mot voulait dire tout cela.

On assista rapidement, pourtant, à une dégradation de la situation avec la prise en main de tous les pouvoirs par le FLN et la remise en cause de mesures populaires qui étaient apparues comme les symboles mêmes de la marche à ce « socialisme » dont on se revendiquait. Ainsi, voyait-on disparaître les comités de gestion élus par les travailleurs de fermes et d'entreprises collectives accaparées avec la complicité de gens en place par des propriétaires privés.

La déception naissait aussi du décalage entre les promesses d'égalité dont avaient rêvé les combattants de l'indépendance et les tristes réalités qui creusaient les différences sociales. Comment accepter sans indignation la vie somptueuse dans laquelle s'installaient certains hauts responsables alors que les difficultés de toutes sortes grandissaient pour les plus humbles ?

Au lendemain de l'indépendance, nombreux étaient les responsables qui, profitant de l'autorité que leur offrait leur situation, s'étaient emparés sans aucun titre pour cela, d'appartements, de villas, de commerces, d'entreprises industrielles dont des lois « faites sur mesure » allaient, en un clin d'œil, leur assurer l'entière propriété personnelle. Les exemples étaient aussi multiples que scandaleux. On citait celui d'un ancien dirigeant du FLN, courageux combattant de la libération mais qui, comme beaucoup, n'avait pu résister aux attraits de la vie facile et luxueuse que la nouvelle situation permettait d'acquérir sans risque. Il avait accaparé la luxueuse villa d'un riche colon, lequel avait fait creuser dans le roc une deuxième

entrée – par la mer – ce qui lui permettait d'y accéder directement en bateau. C'était ce qui avait séduit son nouvel occupant. On parlait aussi d'un autre amateur de demeures princières. Simple ouvrier à l'origine – je le connaissais un peu pour l'avoir croisé à la prison de Barberousse à Alger –, il était parvenu, à la libération de l'Algérie à un très important poste d'État. Lui, avait choisi, disait-on, de doter le salon de sa lumineuse villa d'un plancher de dalles de verre sous lequel on pouvait voir évoluer de merveilleux poissons. Pour ces nouveaux riches, le décor allait naturellement avec de fructueux profits, résultats d'acquisitions diverses, commerciales ou financières, réalisées dans les mêmes merveilleuses conditions.

Francis Arzalier : Dans certains États d'Afrique noire, les dérives ont été parfois plus graves encore. En Guinée par exemple... Il est vrai que la France n'a cessé de comploter contre le régime guinéen, mais il est vrai aussi que Sekou Touré, pendant toute sa dernière période, était devenu totalement paranoïaque, multipliant arrestations et déportations arbitraires.

Jean-Louis Glory : Et dans d'autres États africains (Bénin, Madagascar, Congo Brazzaville, etc.) les dérives ont été progressives, l'écart s'est peu à peu aggravé par rapport à une situation dont on pouvait penser quelle comportait une ébauche de socialisme.

Question : *Et comment – ce sera notre dernière question – peut-on expliquer que la plupart de ces expériences dites socialistes se soient effondrées sans ou avec très peu de réactions populaires ?*

H. A. : En vérité, le manque de réaction populaire lors de l'effondrement de la plupart de ces « expériences socialistes » en Afrique et ailleurs, n'a pas seulement surpris les observateurs politiques mais aussi, souvent, ceux-là mêmes qui, sur place, s'étaient engagés dans la préparation du renversement du (ou des) gouvernant(s) concerné(s). Ce fut particulièrement notable en Algérie, au moment de l'arrestation et de la destitution du président Ahmed Ben Bella par le colonel Boumediène et ses alliés dans le FLN en juin 1965. On apprit ainsi que durant les heures qui avaient suivi l'exécution de l'opération, un avion, entre les mains d'un équipage aux ordres

des putschistes, se tenait prêt à décoller à tout moment de Dar-el-Beïda pour le cas où les choses tourneraient mal. C'est dire à quel point les organisateurs du putsch étaient peu certains de la réussite de leur entreprise. De leur côté, les quelques membres de la direction du FLN fidèles à la légalité et à la Constitution, alliés aux anciens dirigeants du PCA et également opposés au coup d'État, lançaient un appel public à la résistance dont ils pensaient qu'il serait largement entendu. Ils se trompaient lourdement. Il y eut bien quelques rassemblements qui furent rapidement dispersés. On entendit aussi, depuis les balcons et les terrasses, fuser des « Yahia Ben Bella ! Yahia Ben Bella ! » isolés et, sur le même rythme, retentir quelques tambourinades de casseroles, mais ce fut presque tout. Il apparaissait nettement que ni l'action des putschistes ni celle de leurs opposants ne soulevaient l'enthousiasme des foules et, qu'en tout cas, peu d'Algériennes et Algériens étaient prêts, comme en d'autres temps, à risquer leur liberté et leur vie dans un combat dont ils ne saisissaient plus bien le sens.

La conclusion que l'on aurait pu déjà tirer de ces observations, c'est qu'une profonde coupure existait entre la majorité du peuple algérien et ceux qui s'étaient installés à la tête du pays, proclamant qu'ils allaient « construire le socialisme ». Une situation dont surent se servir les anciens et nouveaux exploités et qui n'existait pas qu'en Algérie. Une coupure dont ils ne s'étaient pas ou n'avaient pas voulu s'apercevoir et qui les avait empêchés de sentir – et encore moins de comprendre – les véritables sentiments populaires à l'égard de leur pouvoir.

Si certaines de leurs décisions avaient pu être chaleureusement accueillies, elles n'étaient pas suffisantes pour satisfaire la profonde et persistante soif de justice sociale et d'égalité dont rêvaient et rêvent encore, non seulement les Algériens mais tous ces peuples qui, libérés du colonialisme, ont pu croire un moment que leur pays était réellement sur la voie du socialisme.